**Modèle d’arrêté**

***De fin anticipée de détachement sur emploi fonctionnel à la demande de sa propre collectivité + proposition de choix de solution***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…***- …** *(n° d’ordre)*

**portant fin de détachement sur l’emploi fonctionnel de Directeur …** *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* **de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

OU

*(Pour les CIAS et CCAS)* Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-23,

OU

*(Pour les caisses de crédit municipal)* Vu le Code monétaire et financier, notamment son article L.514-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.544-1 à L.544-7

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

*(Pour les CDG)* Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,[[2]](#footnote-2) notamment son article 28,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 modifié, **relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**,

*(Pour le CNFPT)* Vu le décret n°87-811 du 5 octobre 1987 modifié relatif au Centre national de la fonction publique territoriale, notamment son article 18[[3]](#footnote-3),

Vu le décret n°87-1101 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

*OU (pour les emplois fonctionnels de DGST ou DST)* Vu le décret n°90-128 du 9 février 1990 modifié portant dispositions statutaires particulières aux emplois de directeur général et directeur des services techniques des communes et de directeur général des services techniques des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Vu le décret n° … du ... *(date)*, portant statut particulier du cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois correspondant au grade d’origine de l’agent),*

Vu le décret n° … du ... *(date)*, portant échelonnement indiciaire du cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois correspondant au grade d’origine de l’agent),*

*Pour les Régions, Départements, communes et établissements publics assimilés à une commune de plus de 150.000 habitants, les Centres interdépartementaux de gestion et le CNFPT :*

Vu le décret n° 2016-1968 du 28 décembre 2016 modifié relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article L.122-10 du Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique,

*(Pour les établissements publics mentionnés à l’article L.412-6 6° du Code général de la fonction publique)* Vu le décret n°88-546 du 6 mai 1988 modifié fixant la liste des établissements publics mentionnés à l'article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l’arrêté n°… du … *(date)* portant nomination par voie de détachement de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* sur l’emploi fonctionnel de dans l’emploi fonctionnel de Directeur … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* des … *(catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* de la strate de … à … habitants.

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* du … *(date)* fixant la dernière situation de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* *au … (grade)* et le classant au ... *(nombre)* échelon, Indice Brut ... *(nombre)*, Indice Majoré ... *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(année, mois et jours),*

Vu la convocation à l’entretien préalable reçue le … par l’agent,

Vu le procès-verbal de consultation du dossier individuel en date du …

Vu l’attestation de présence ou d’absence à l’entretien préalable qui s’est tenu le … *(date)*

Vu l’information de l’assemblée délibérante dans sa séance du *… (date)*

Vu l’information du Centre de gestion de la fonction publique territoriale du … *(nom du département) OU du CNFPT*

Considérantla possibilité offerte par l’article L. 544-1 du Code général de la fonction publique à l’autorité territoriale, de mettre fin aux fonctions d’un agent occupant un emploi fonctionnel à compter des six mois qui suivent soit la nomination dans l’emploi fonctionnel soit la désignation de l’autorité territoriale,

Considérant qu’il y a lieu de mettre fin au détachement sur l’emploi fonctionnel de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* en raison de la perte de confiance à son encontre fondée sur… *(indiquer les motifs précis de la fin anticipée de détachement)*,

Considérant que l’agent a été mis à même de consulter son dossier *(le cas échéant* *ce qu’il a fait le …),* de présenter des observations écrites ou orales *(le cas échéant* *ce qu’il a fait le …)* et de se faire représenter par une personne de son choix *(le cas échéant* *ce qu’il a fait le … en étant assisté de … [un avocat, un collègue, un proche, un avocat]),*

Considérant qu’à la date à laquelle il est mis fin aux fonctions de *Madame ou Monsieur …* *(prénom et nom de l’agent)* et à brève échéance*,* il n’existe aucun emploi vacant correspondant au grade de l’agent au tableau des effectifs de la collectivité,

*Le cas échéant* Considérant la demande de *Monsieur ou Madame …* *(nom et prénom de l’agent)* du ... *(date)* de continuer à cotiser à la CNRACL sur la base du traitement afférent à l’emploi fonctionnel de Directeur général des services qu’il occupe jusqu’au … *(date d’effet du présent arrêté),*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Il est mis fin au détachement de *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* occupant l’emploi fonctionnel de Directeur … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* des … *(catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* de la strate de … à … habitants à compter du … *(date)*.

**Article 2 :**

A la date mentionnée à l’article 1, *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* devra avoir informer l’autorité territoriale, par une lettre en recommandé avec accusé de réception, de son choix entre l’une des 3 solutions suivantes :

* Le maintien en surnombre pendant une année, au maximum, au sein des effectifs de la collectivité,
* Le licenciement avec la perception d’une indemnité,
* L’obtention d’un congé spécial de droit s’il en remplit les conditions

*(Le cas échéant)* **Article 3 :**

A sa demande, *Monsieur ou Madame* … *(nom et prénom de l’agent*) cotise à la caisse de retraite CNRACL sur la base du traitement afférent à l’emploi fonctionnel de Directeur général des services -DGSqu’il occupait jusqu’au … *(date d’effet du présent arrêté).*

**Article 4 :**

*(Le cas échéant) Monsieur ou Madame* … *(nom et prénom de l’agent*) est astreint à une déclaration de patrimoine dans les deux mois suivant la date d’effet du présent arrêté.

**Article 5 :**

L’arrêté n° … du … *(date)* portant détachement ou renouvellement de détachement sur l’emploi fonctionnel est abrogé à compter du … *(date d’effet du présent arrêté).*

**Article 6 :**

*Le Directeur général des services ou le Directeur général adjoint* est chargéde l’exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du … *(Nom du département)* et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 8 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date),* en double exemplaires

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le … *(date)*

1. *(L.2122-18 pour les communes, L.3221-3 pour les départements, L.4231-3 pour les régions, L.5211-9 pour les groupements de collectivités territoriales),* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel d’un CDG, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel du CNFPT, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-3)